

## **Le retour de la dyarchie**

*di Françoise Fressoz*

Où sera le pouvoir en 2027 ? A l'Élysée ou à Matignon ? De l'avis de Dominique de Villepin et de Bruno Le Maire, un partage des tâches s'imposera : au président de la République, la fonction de négociateur sur la scène internationale et de pacificateur sur la scène nationale, au premier ministre, le reste, la gestion des affaires courantes et l'animation de la majorité. Les deux hommes ont participé au dernier gouvernement du dernier mandat de Jacques Chirac, l'un comme premier ministre, l'autre comme conseiller et directeur de cabinet. C'était entre mai 2005 et mai 2007, après le référendum perdu sur le traité constitutionnel européen, dans une atmosphère de crise politique qui préfigurait celle que nous connaissons.

Depuis la perte de la majorité absolue à l'Assemblée nationale en 2022 et la perte de la majorité tout court en 2024, le retour de la dyarchie dans une V<sup>e</sup> République accusée d'être devenue verticale après l'institution du quinquennat en l'an 2000 redevient à la mode. Il s'impose dans la stratégie de nombre de prétendants à l'élection présidentielle de 2027. Un moment tenté par la suppression du poste de premier ministre, l'ancien président de la République François Hollande en est redevenu l'un des plus ardents défenseurs.

Gabriel Attal, secrétaire général de Renaissance, estime qu'il « *faudra distinguer ce qui relève du président de la République, qui ne peut pas s'immiscer dans tout, et ce qui est de la responsabilité du gouvernement, garant de la majorité* ». Un peu plus vague, Edouard Philippe aborde 2027 comme une « *élection de recomposition* », ce qui induit que toutes les cartes du pouvoir seront rebattues. Aucun n'innove vraiment : la dyarchie s'est de nouveau imposée comme une réalité depuis qu'Emmanuel Macron, sous la contrainte des événements et l'effet d'une dissolution perdue en 2024, a dû se résoudre à ne plus s'occuper de tout et à laisser une réelle autonomie à Matignon.

On garde un souvenir peut-être un peu trop enjolivé des périodes durant lesquelles le premier ministre est parvenu à imposer un partage du pouvoir au président de la République, en s'appuyant tantôt sur le parlement, tantôt sur l'opinion. Les années de coexistence entre François Mitterrand et Michel Rocard (mai 1988-mai 1991) ont été qualifiées de véritable « *cohabitation* » tant les relations étaient tendues entre les deux hommes, pourtant issus du même bord politique.

La période durant laquelle Lionel Jospin a exercé la fonction de premier ministre après la dissolution manquée de 1997 a eu l'avantage de faire vivre la gauche plurielle et de redorer le blason du parlement. Elle a aussi été marquée par une tension grandissante avec Jacques Chirac et une faute politique du premier ministre, qui, en qualifiant le président de la République d'homme « *usé, vieilli, fatigué* », est paradoxalement parvenu à redonner à celui-ci de la vigueur.

La façon dont l'ancien commissaire européen Michel Barnier a tenté de court-circuiter Emmanuel Macron sur la scène européenne après son installation à Matignon en septembre 2024 et celle dont François Bayrou s'est imposé au chef de l'Etat trois mois plus tard montrent à quel point le pouvoir ne se partage pas. Seul Sébastien Lecornu, qui était le candidat favori du président au poste de premier ministre, est parvenu à imposer le retour à une dyarchie apaisée, sans s'épargner pour autant les critiques des candidats à la présidentielle, qui l'accusent de ne rien faire si ce n'est déminer les crises jour après jour.

### **Crise politique**

Même si elle a été prévue par les rédacteurs de la V<sup>e</sup> République, qui avaient pour souci de maintenir l'équilibre entre régime parlementaire et régime présidentiel, la dyarchie ne s'impose pas spontanément. Elle découle de la perte de puissance de la fonction présidentielle, à laquelle s'ajoute le discrédit grandissant des partis de gouvernement. Cela explique la part de non-dit qui entoure le discours de ceux qui entendent revaloriser le rôle du premier ministre : comment prétendre gouverner vite et fort alors que le risque est réel qu'aucune majorité ne se dégage au lendemain de la présidentielle de 2027 ?

A gauche, le Parti socialiste ne parvient pas à résoudre l'équation. Il rejette toute idée d'alliance avec le centre droit, qui, depuis le cycle mitterrandien, fait figure

d'épouvantail, mais est incapable de construire une candidature d'union de la gauche susceptible de contenir la dynamique Mélenchon. A droite, Edouard Philippe reste échaudé par l'expérience d'Alain Juppé, qui s'était fait battre à la primaire de la droite en 2016 par François Fillon, le plus droitier des candidats, alors que lui prônait le rassemblement des modérés. Chacun reste donc dans son couloir et aucune dynamique ne se crée alors que la menace du Rassemblement national n'a jamais paru aussi forte. La question qui se pose est la capacité des acteurs publics à se remettre profondément en cause. Dans le camp progressiste, les idées fusent pour tenter de revivifier la démocratie : banalisation de l'usage du référendum, montée en puissance du rôle du premier ministre, partage des pouvoirs avec des collectivités locales moins nombreuses mais plus efficaces, remise dans le jeu des partenaires sociaux, auxquels il reviendrait de gérer des dossiers comme l'assurance-chômage, voire les retraites.

A chaque présidentielle ou presque, ce genre d'idées est avancé sans être suivie d'effet en raison de la volonté du président de la République de préserver son pouvoir et du jeu de défusse des autres acteurs. Le premier quinquennat d'Emmanuel Macron a été marqué par une guérilla ininterrompue avec les élus locaux. Le second mandat s'est ouvert sur une crise majeure avec la CFDT autour de la réforme des retraites. La question est de savoir si le risque d'une arrivée de l'extrême droite au pouvoir finira par jouer comme un sursaut et obligera chacun à sortir d'un jeu de rôle qui finit par épuiser les Français tant il débouche sur une somme de problèmes non réglés. La réponse ne va pas de soi.